Quelles évolutions, quelles perspectives pour l'islam au 21ème siècle ?

« On ne peut pas gouverner en prétendant avoir pénétré le désir politique de Dieu »

Entretien avec Ghaleb Bencheikh

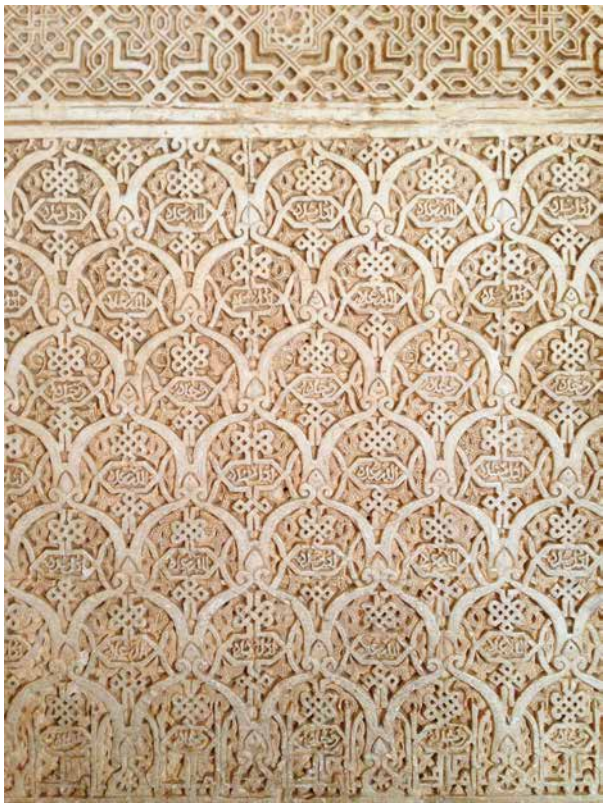
Physicien, islamologue, Ghaleb Bencheikh est président de la Fondation de l'Islam de France depuis le 13 décembre 2018.

J'aime me définir d'abord comme un citoyen. La notion de citoyenneté a son importance de nos jours. Je suis aussi islamologue : étymologiquement, c'est celui qui tient un discours rationnel sur le fait islamique et nous en avons vraiment besoin ; alors, j'essaie d'y contribuer à ma manière.

Si nous partons de l'idée que ce qui a été possible à un moment de l'histoire peut se renouveler, il n'y a aucune raison de considérer que c'est perdu à jamais. En contexte islamique, il s'agit de renouer avec l'esprit de civilisation et avec l'humanisme. Toutefois, une approche réaliste du comportement des hommes avec leurs frictions d'êtres humains nous fera dire qu'il y a deux thèses parallèles.

Soit dans sa longue et longue maturation l'humanité finira par s'affranchir de l'antique servitude de la violence, de la guerre, etc. et cela concernera l'ensemble de l'humanité. Petit à petit, les sociétés humaines seront régies par le droit et par une meilleure approche des relations humaines. Soit on pense que cette idée est de la naïveté obtuse et qu'il y aura toujours des oppositions entre les hommes. De ce point de vue, peut-être que ce sera au nom d'autres idéologies religieuses séculaires, mais il me semble qu'en contexte islamique, la crise a atteint son paroxysme. Or, il se trouve qu'une crise ne se dénoue que lorsque le paroxysme est atteint, donc il y aura autre chose.

De mon point de vue, cette autre chose viendrait d'abord par le fait de rattraper, d'étudier, d'ingérer, de critiquer et de dépasser la fameuse séquence « moment Descartes - moment Freud », de « déjuridiciser » la Révélation – pardon pour le barbarisme – avec une critique de la norme juridique en contexte islamique, et de laisser le primat au droit positif. La norme juridique doit être une émanation rationnelle des hommes qui s'applique aux hommes pour le bien-être des hommes – je parle des hommes et des femmes bien entendu. Cela passe aussi par la réouverture de tous les chantiers titanesques : celui du pluralisme, de la liberté, de la désintrication de la politique avec la religion, de la laïcité comprise comme une avancée considérable de la civilisation humaine, de la sécularisation en tant que telle, parce qu'on ne peut pas gouverner en préten-



dant avoir pénétré le désir politique de Dieu ou en disant : « Je suis seul, ou parmi les seuls, à avoir compris la volonté divine, à l'avoir scrutée et je vous l'impose ». Tout cela relève de l'archaïsme.

Il faut prendre à bras le corps la question de l'égalité foncière et fondamentale entre les êtres par-delà le genre. L'égalité homme-femme est affirmée ontologiquement et avec force dans le Coran mais elle n'est pas suivie dans les faits par sa traduction juridique, toujours avec ce droit positif. Il y a aussi l'égalité des êtres par-delà l'appartenance confessionnelle, par-delà leurs orientations métaphysiques. La question de la violence doit être prise à bras le corps également : il faut désacraliser la violence. On ne peut pas croire au XXIe siècle qu'il y ait une quelconque efficacité à la violence, et de surcroît qu'elle puisse être commanditée par la transcendance ou continuer à croire qu'il y a des phalanges angéliques qui viennent aider les soldats sur Terre. Convoquer les puissances célestes pour les armées terrestres prévalait à un moment de l'histoire mais ça n'a aucune pertinence de continuer à le faire maintenant, si ce n'est de jouer sur les mentalités de ceux qui sont fragiles d'esprit. Donc ce travail qui consiste à dégeler les glaciations idéologiques, où l'on démêle ce qui relève du merveilleux, de l'extraordinaire, du fabuleux, du mystérieux et de ce qui est dans l'histoire est un travail de discernement, de lucidité. Pour cela, comme le dit si bien notre cher professeur Mohamed Arkoun : il faut une pensée subversive, donc subvertir la pensée islamique ou la pensée « en contexte islamique », qui a besoin d'être réactualisée et retournée. Pour cela, il faut transgresser des tabous et c'est même nécessaire, il faut libérer l'esprit de sa prison. Je pense que cela est possible lorsque le ciel est plus clément au-dessus de la tête et il se trouve qu'en Europe c'est possible, pour peu qu'on s'en donne les moyens intellectuels. Dans le contexte de mondialisation, par capillarité, par porosité, par la transmission, les moyens satellitaires et les technologies actuels, il faut faire en sorte que les contrées où les sociétés sont majoritairement musul-

manes puissent accueillir ces travaux qui se font dans les universités, les lieux académiques, les cercles de réflexion où les intellectuels – musulmans ou non puisque c'est une affaire humaine – réfléchissent ensemble pour sortir de l'ornière. Je pense que l'œuvre est titanesque mais elle est réalisable.

Le plus grand voyage commence par un pas et on ne monte à l'étage qu'en ayant fait quelques marches. Il y a des jeunes chercheurs, des étudiants, des intellectuels qui, dans le cadre de l'islamologie savante, préparent le travail pour qu'il soit traduit dans les faits d'un point de vue politique et social. C'est un enjeu de civilisation qui est au cœur du projet démocratique.